



25 Avril 2013

Notre avenir aux mains du public – Services de qualité pour tous ! Journée internationale du travail – 1^{er} mai 2013

Le mouvement syndical international célèbre le 1^{er} mai en souvenir de ceux et celles qui ont été tués lors du massacre de Haymarket, en 1886, alors qu'ils manifestaient pour la journée de travail de huit heures. Aujourd'hui, sous prétexte de la crise économique et financière, les forces néo-libérales de par le monde sont décidées à éliminer le droit à la négociation collective, ainsi que les droits sociaux et du travail, durement obtenus.

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics (PSI), dit : « Nous ne pouvons accepter un avenir où il n'y a des emplois décents que pour quelques personnes privilégiées et des emplois précaires pour tous les autres, où sévit l'exploitation des femmes, des jeunes travailleurs et des enfants, et que des millions de travailleurs migrants sans-papiers vivent dans des conditions inacceptables. »

« Nous avons une responsabilité envers les générations futures et nous devons protéger les droits syndicaux et sociaux. Une action collective s'impose pour assurer qu'à l'avenir des services publics de qualité soient disponibles pour jeunes et vieux, générant la justice sociale et l'égalité pour tous. »

Ce sont les femmes et les jeunes travailleurs qui sont le plus lourdement frappés par les réductions budgétaires et les mesures d'austérité. La longue bataille livrée pour l'égalité a régressé à cause des réductions de financement des institutions publiques qui soutiennent l'égalité pour les femmes au travail et dans la société. Sans formation appropriée, les jeunes travailleurs ne trouvent pas de place sur le marché du travail.

Les investissements publics dans les services publics, l'infrastructure et la stratégie industrielle favorisent le développement durable, la stabilité de la croissance et la création d'emplois décents. Cependant, les investissements pour le secteur public baissent à une vitesse alarmante. Prendre des mesures efficaces contre la fraude et les évasions fiscales et mettre en place des systèmes fiscaux progressifs permettrait d'assurer le financement de services publics de qualité.

Dans beaucoup de régions du monde, les droits syndicaux des travailleurs des services publics continuent à être violés par des interdictions totales, des révocations, des limitations, de flagrants abus du terme "services essentiels" et même l'usage de la violence et des actes d'intimidation. Ces attaques contre les droits syndicaux sont des attaques contre la démocratie et le développement social.

Lors de la Conférence internationale du Travail, en juin 2012, le groupe des employeurs a bloqué le travail de la Commission de l'Application des Normes, en disant que les experts n'ont pas l'autorité d'interpréter les conventions et en refusant de discuter les cas liés au droit de grève, qui émane de l'interprétation de la convention 87 du BIT. Cette stratégie des employeurs a pour but de détruire le mécanisme de supervision du BIT. Les négociations continuent jusqu'en 2013 pour résoudre cette impasse.

D'après Mme Pavanelli : « L'Organisation internationale du Travail a été créée en 1919, comme une partie du Traité de Versailles, qui a mis un terme à la première guerre mondiale, pour refléter la conviction qu'une paix universelle et durable ne peut être accomplie que si elle est basée sur la justice sociale. Laissons cette conviction nous guider aujourd'hui ! PSI demande à ses syndicats affiliés d'agir en entamant des pourparlers avec leurs gouvernements et partenaires sociaux dans la préparation de la conférence du BIT de juin 2013. »

« PSI continue à se battre pour le droit d'association en Algérie, au Guatemala, en Turquie et dans tout autre pays où une injustice est commise. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons rester unis et forts pour défendre les droits des travailleurs. »